Revue française de science politique
Rubrique comptes rendus
Eboko (Fred) – *Repenser l'action publique en Afrique. Du Sida à l'analyse de la globalisation des politiques publiques*. – Paris. Karthala, 2015. 262p. Bibliogr. Figures.

L'ouvrage de Fred Eboko, tiré de son habilitation à diriger des recherches, a l'ambition de présenter une matrice de l'action publique en Afrique, c'est-à-dire « d'ouvrir des pistes pour une observation panoptique de la dynamique qui lie les différents acteurs de l'action publique en Afrique, quel que soit le secteur » (p. 41). Cette volonté de proposer une grille de lecture méthodologique opérationnelle et les principes généraux qui cadrent les configurations d'acteurs participant à la fabrique et à la mise en œuvre de l'action publique sur le continent, repose essentiellement sur les résultats de ses recherches menées depuis sa thèse sur les politiques de lutte contre le sida et sur une réflexion affichée de mise en comparaison sectorielle (santé, éducation, biodiversité) et sous-sectorielle (sida, tuberculose et paludisme). Comme expliqué par Patrick Hassenteufel dans la préface, cet ouvrage s'inscrit, plus largement, au sein de dynamiques de recherche portées depuis les années 2000 qui établissent un décloisonnement culturel des études africaines, ayant eu tendance à s'autonomiser, en permettant de faire dialoguer, à partir des outils de la sociologie de l'action publique, les configurations des politiques publiques observées dans les Afriques avec les résultats des travaux sur l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord.

Alors que dans l'avant-propos Fred Eboko revient essentiellement sur une introspection de son parcours universitaire, sur la construction de ses objets de recherche et leurs imbrications disciplinaires (p. 15-38), il expose dans l'introduction les cadres de son raisonnement. Tandis que l'internationalisation de l'action publique sur le continent semble de prime abord ordinaire, l'auteur propose quelques originalités : l'échelon supranational africain (Union africaine) n'a pas un rôle déterminant dans la configuration des politiques publiques, comme peut l'être par exemple l'Union européenne. Surtout, ce serait la constellation d'acteurs qui accompagnerait systématiquement les autorités africaines dans la fabrique et la mise en œuvre de l'action publique qui serait la spécificité du continent, suggérant la nécessité d'esquisser une matrice de l'action publique en Afrique (p. 40). Cette proposition méthodologique et théorique ambitieuse permet à l'auteur de confirmer comment les travaux sur les politiques publiques nous renseignent sur l'état de l'Etat, sur son activité quotidienne, c'est-à-dire nous engagent à faire une sociologie politique et historique de l'Etat en Afrique, tout en construisant un dialogue bienvenu avec les travaux d'autres disciplines, notamment en socio-anthropologie (p. 39-50).

Les trois premiers chapitres traitent de la politique de lutte contre le sida, notamment au Cameroun, Bénin, Niger, Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Ouganda et Botswana. Le premier chapitre démontre comment s'est construite l'action publique internationale et surtout comment s'est effectuée la traduction de ces politiques au niveau national (p. 51-90). Fred Eboko confirme que les référentiels globaux « donnent lieu à des politiques publiques internationales ou des actions publiques transnationales qui offrent autant de convergences que de divergences » (p. 82), corroborant ainsi les résultats des travaux sur les transferts de politiques publiques. Ce chapitre engage également une réflexion méthodologique liminaire pour construire et penser la comparaison afin de saisir cette réception nationale des politiques publiques internationales, notamment en s'intéressant aux instruments de l'action publique de lutte contre le sida comme aux (dé)mobilisations des acteurs nationaux dans la fabrique et la mise en œuvre des politiques publiques. Le second chapitre (p. 91-130) revient sur la gouvernance du sida en Afrique en offrant un état des débats sur cette notion polysémique de

gouvernance, au regard des instruments qui structurent le sous-secteur. Fred Eboko est très convaincant pour souligner comment la gouvernance du sida est, paradoxalement, à la fois éclatée, par la diversité de la nature des acteurs et des espaces impliqués, et étroitement intégrée : les mêmes acteurs se retrouvent à la fois dans la production des politiques internationales et dans la fabrique et la mise en œuvre des réponses au niveau national (p. 97). Il démontre également, malgré la mise en place d'outils et d'instruments internationaux, les trajectoires et les modèles différenciés de prise en charge et de réponses politiques entre les cas d'étude mobilisés (p. 122-130). Ces premiers résultats lui permettent, dans le troisième chapitre, de proposer une typologie de trois modèles de réponse des Etats africains à la pandémie du sida, construits notamment en fonction de la culture politique, de l'organisation de l'Etat, du leadership politique et de la mobilisation associative : l'Etat militant, l'adhésion passive et la participation active (p. 131-148). L'auteur insiste ainsi sur l'importance de la focale des modalités de l'action collective, liées à des passés coloniaux distincts et qui peuvent expliquer les différences entre les pays francophones et anglophones (p. 141).

Sur ces premiers résultats, Fred Eboko propose, dans les deux derniers chapitres, une mise en comparaison, plus systématique, tant sous-sectorielle que sectorielle. Alors que le chapitre quatre (p. 148-184) retrace depuis les Indépendances les différentes étapes de la construction et de la formation des Etats, l'auteur propose l'un des éléments les plus convaincants de son ouvrage : le rôle joué par les réseaux d'acteurs transnationaux, professionnels (qu'il nomme oligarchies biomédicales) et associatifs dans les configurations de politiques publiques globalisées (p. 149). Il analyse finement, notamment par le recours à des études biographiques ciblées, la place et la trajectoire des professionnels de la biomédecine qui sont au cœur des configurations de l'action publique et des partenariats avec les organisations internationales, les agences de coopération, les organisations non gouvernementales comme les laboratoires pharmaceutiques (p. 158 et suivantes). Le dernier chapitre (p. 185-224) constitue le cœur de son ouvrage et de sa démonstration. Il défend l'hypothèse qu'on observe les mêmes configurations d'acteurs qui participent à l'action publique en Afrique quel que soit le secteur ou le sous-secteur. Cette matrice qui souligne la standardisation des configurations d'acteurs, au sens éliasien, tend à démontrer qu'on observe des relations, des stratégies, des statuts et une récurrence des acteurs dans des secteurs pourtant différents. Malgré cette hypothèse ambitieuse et stimulante, on peut regretter que la comparaison sectorielle entre la santé, l'environnement et l'éducation ne soit pas plus systématisée. La validation, ou non, de cette matrice aurait gagnée en pertinence si la comparaison était basée sur les résultats d'une littérature sectorielle plus conséquente, notamment en prenant en compte les résultats des travaux anglophones. Cette proposition, finalement plus méthodologique que théorique, gagnerait également en compréhension si l'auteur se positionnait clairement dans le débat de la fabrique et de la mise en œuvre des politiques publiques, tant les écarts semblent parfois abyssaux entre les séquences, notamment *via* l'arrivée de nouveaux acteurs écartés des espaces internationaux mais disposant de très fortes ressources locales.

Cet ouvrage de Fred Eboko est, par son ambition et son envergure comparatiste, une lecture indispensable pour penser la sociologie de l'action publique au Sud et pour continuer de faire dialoguer, sur des terrains originaux, les hypothèses de la littérature de la sous-discipline construites essentiellement sur des terrains Nord-américains et européens. En soulignant les imbrications disciplinaires, notamment avec la socio-anthropologie, en faisant dialoguer les résultats de la littérature du Nord au Sud et du Sud au Nord, en proposant des grilles d'analyse heuristique, notamment sur le rôle des experts et leur trajectoire multi-positionnée, l'auteur nous propose un cadre de réflexion stimulant. Néanmoins, la trop faible part accordée à la comparaison sectorielle ne permet pas de valider cette matrice méthodologique de l'action

publique en Afrique mais ouvre plutôt une discussion bienvenue et séduisante pour les politistes, du Sud comme du Nord, spécialisée dans l'analyse des politiques publiques.

Provini Olivier –
Sciences Po Bordeaux, Les Afriques dans le Monde